

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 8 août 2025

**FOCUS : COLOMBIE – LES ECONOMISTES QUESTIONNENT LA SOUTENABILITE DES FINANCES PUBLIQUES DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026.** 2

**Bolivie** 3

La Bolivie enregistre un déficit commercial de 506 M\$ au premier semestre 2025. 3

**Colombie** 3

L'inflation repart légèrement à la hausse en juillet, en affichant 4,90 % annuelle. 3

L'indice de pauvreté monétaire atteint un niveau historiquement bas, à 31,8 % en 2024. 3

La Colombie atteint un record décennal de production de café en juillet 2025 et affirme sa place de 3<sup>e</sup> producteur mondial. 4

Les exportations augmentent de 1,6 % en g.a. au S1 2025, portées par le secteur agro-alimentaire. 4

**Equateur** 5

Le président Noboa poursuit la réduction des subventions aux carburants. 5

**Guyana** 5

Arrivées touristiques en hausse de 18 % sur les sept premiers mois de 2025 5

**Pérou** 5

Forte appréciation du Sol Péruvien (PEN) vis-à-vis du Dollar Etatsunien (USD), à son meilleur niveau depuis 09/2020 5

Le Pérou en tête des investissements directs étrangers (IDE) dans la région en 2024. 5

Le Pérou se tourne vers l'Asie et développe des accords de libre-échange. 6

**Suriname** 6

Lors de sa rencontre avec la nouvelle Présidente du Suriname et la Ministre des Finances, le Président de la BID déclare allouer 1 Md\$ au Suriname. 6

# Focus : Colombie – Les économistes questionnent la soutenabilité des finances publiques dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026.

Le 29 juillet 2025, le gouvernement colombien a présenté son projet de loi de finances (*Presupuesto General de la Nación, PGN*) qui atteint 137,3 Md\$ (556 975 Md COP), soit 28,5% du PIB (contre 29% en 2025). Les dépenses de fonctionnement augmentent de 11,1% pour représenter 66% du budget total. Le service de la dette recule à 25,5 Md\$ (102 450 Md COP, -9% par rapport à 2025) du fait d'une baisse des paiements d'intérêt, résultant d'opérations non-conventionnelles de gestion de la dette sur les marchés financiers, sans pour autant que les explications ne permettent de convaincre les experts. L'investissement public doit atteindre 21,9 Md\$ (88 760 Md COP), en hausse de 8,2% par rapport au cadre budgétaire à moyen terme (*Marco Fiscal de Mediano Plazo, MFMP*) présenté en juin 2025 et de 0,3 pp par rapport au budget 2025.

**Le faible équilibre du budget 2026 repose essentiellement sur de nouvelles recettes fiscales, liée à une réforme qui n'a – pour l'heure – pas été présentée aux parlementaires.** En effet, plus de 80% du budget 2026 serait « inflexible », car déjà engagé par des obligations légales et structurelles. Pour financer les hausses mentionnées *supra*, 6,5 Md\$ (26 300 Md COP) de recettes nouvelles dépendent de l'approbation par le Congrès d'une réforme fiscale. À noter que le contenu de cette réforme fiscale conséquente (la « plus ambitieuse de l'histoire de la Colombie, selon les économistes de Bancolombia – principale banque du pays) est encore inconnu. Ces recettes doivent notamment financer une hausse des investissements (+1,5 Md\$), des subventions à l'énergie et au gaz (+1,4 Md\$), et de l'assurance santé (+1,8 Md\$). Pour mémoire, dans une situation similaire lors du vote de la loi de finances pour 2025, le gouvernement colombien n'avait pas réussi à faire voter la réforme fiscale, dont dépendaient près de 3 Md\$ (12 000 Md COP) de ressources. Les économistes estiment qu'une répétition de ce scénario est aujourd'hui très probable, dans le cadre d'un contexte politique complexe avec l'approche des élections qui auront lieu en mars 2026 (Congrès) et mai 2026 (Présidentielles).

**Même en intégrant ces recettes nouvelles, la dégradation budgétaire est jugée comme étant notable par les économistes. Le déficit de l'État prévu dans le budget présenté pour 2026 est élevé (6,2% du PIB): celui-ci limitera la capacité de la Colombie à retrouver une soutenabilité budgétaire.** Pour mémoire, la Colombie a gelé cette année sa règle budgétaire pour une durée de 3 ans. Créée en 2011, elle est l'une des clés de voûte de la confiance des marchés envers les titres de dette colombiens. Le comité autonome de la règle budgétaire (*Comité Autónomo de la Regla Fiscal, CARF* – entité en charge de vérifier le bon respect de la règle budgétaire) a émis un avis défavorable (toutefois non-contraignant) sur le budget 2026, pointant du doigt la difficulté à revenir à la règle budgétaire d'ici 2028. Ils estiment que l'atteinte de la cible de déficit ne sera possible qu'en cas d'économies de 9,8 Md\$ (39 400 Md COP, 2% du PIB). Dans ce cadre, Corficolombiana estime que le déficit budgétaire sera de 7,5% du PIB en 2026, sans approbation de réforme fiscale (contre « au moins » 7,7% en 2025).

**Le budget 2026 accentue par ailleurs le risque externe de la Colombie, en limitant plus encore la confiance des investisseurs étrangers.** La situation budgétaire de la Colombie a déjà mené les agences de notation Standard & Poor's et Moody's à dégrader la note souveraine de la Colombie (respectivement à BB et Baa3). Vu les perspectives financières du budget 2026, les experts anticipent que l'agence Fitch pourrait également revoir sa notation (de BB+ à BB). La confiance des investisseurs étrangers se réduit également, avec l'enregistrement d'une sortie historiquement fortes des acteurs financiers colombiens des titres de dette publique colombienne en juillet.

# Bolivie

**La Bolivie enregistre un déficit commercial de 506 M\$ au premier semestre 2025.**

**Au premier semestre 2025, le déficit commercial de la Bolivie atteint 505,8 M\$ (+17 % en g.a.),** notamment porté par la poursuite de la chute des exportations de gaz naturel (-35,5 % en g.a.) et de produits manufacturés (-5,2 %). La structure exportatrice de la Bolivie est partagée entre une croissance du secteur minier (qui représente désormais 38,1 % des exportations totales), notamment du zinc (+6,1 %) et de l'argent (+19,9 %) et la chute du secteur du gaz et de l'industrie manufacturière (respectivement 14,2 % et 41,1 % des exportations totales). Alors que les exportations ont enregistré une baisse globale de -5,4 % par rapport à 2024, le secteur minier enregistre une croissance de 14,2 %. Toutefois, la Bolivie a atteint un excédent en juin (+75,4 M\$) grâce à une baisse des importations de matières premières et produits intermédiaires: signe qu'un ajustement est à l'œuvre dans le cadre de la dépréciation du *Boliviano* (BOB) sur le marché parallèle (*cf. infra*).

**Ce déficit commercial s'inscrit dans un contexte économique marqué par une pénurie persistante de devises.** Alors que la Bolivie maintient encore officiellement le régime de taux de change fixe introduit en 2011, la baisse des exportations – notamment de gaz, à l'œuvre depuis 2015 – réduit l'entrée de devises étrangères. La chute des réserves internationales, désormais presque épuisées en devises, a fait émerger un dollar parallèle en Bolivie : la chute des exportations au S1 2025 exerce ainsi une pression sur ce dollar parallèle (à près de 14 BOB/\$ à l'achat, vs. 6,96 BOB/\$ au taux officiel, soit une brèche cambiale de 99 %) contribuant significativement à l'inflation. Certains économistes estiment qu'entre 50 % et 60 % de la dépréciation parallèle est passée à l'inflation. Dans ce cadre, la baisse des importations (-4,6 % en g.a., à 4 641 M\$) et l'atteinte d'un excédent en juin mettent en évidence qu'un ajustement économique est à l'œuvre. La pénurie de devise impacte également la fourniture de carburant.

# Colombie

**L'inflation repart légèrement à la hausse en juillet, en affichant 4,90 % annuelle.**

Selon le bulletin technique de juillet 2025 de l'institut statistique colombien (DANE), **l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a progressé de 0,28 % sur un mois, portant l'inflation annuelle à 4,90 %.** Cette augmentation est la conséquence de la hausse des prix des secteurs de la restauration et hôtellerie (+7,59 % annuel), de l'éducation (+7,56 % annuel), ainsi que du transport et de la santé (tous deux à +5,36 % annuel). En comparaison, l'inflation annuelle atteignait 6,86 % en juillet 2024, ce qui indique une nette décélération sur douze mois malgré le récent rebond. Pour mémoire, l'inflation avait atteint un pic à 13,34 % g.a. en mars 2023. L'inflation avait enregistré deux augmentations depuis le début de l'année, en février et en avril. La tendance reste toutefois à la baisse : l'inflation a baissé de 30 points de base depuis le début de l'année.

Cette légère flambée met en lumière les défis persistants de la politique monétaire colombienne. **Malgré une inflation décroissante sur un an, elle demeure bien au-dessus de l'objectif de 3 % fixée par la Banque de la République pour la fin de l'année 2025.** L'institution a donc maintenu son taux directeur à 9,25 % pour le second mois consécutif (*cf. brèves précédentes*) afin de contenir les tensions inflationnistes. La Banque centrale a également modifié ses prévisions d'inflation : 4,7 % pour 2025 (+0,4 pt% vs. leur dernière prévision) et 3,2 % pour 2026 (+0,2 pt% vs. leur dernière prévision).

**L'indice de pauvreté monétaire atteint un niveau historiquement bas, à 31,8 % en 2024.**

Selon le DANE, **la pauvreté monétaire a atteint un niveau historiquement bas, à 31,8% (16,2 millions de personnes).** Ce taux est en effet le plus faible depuis 2012, bien que **11,7 % des Colombiens vivent toujours en situation d'extrême pauvreté monétaire (5,9 millions d'habitants).**

Lors de l'investiture du Président G. Petro en 2022 – au sortir de la crise de COVID-19 – la pauvreté monétaire atteignait de 36,6 %. Elle a ainsi baissé de 4,8 points en trois ans. Selon le DANE, cette évolution a été rendue possible grâce aux aides publiques, sans lesquelles le taux s'élèverait encore à 34,1% en 2024. A l'inverse, le président de l'Association Nationale des Institutions Financières (ANIF), argue que la diminution de la pauvreté résulte davantage de la dynamique de l'emploi et de la baisse de l'inflation permise par la politique monétaire (cf. brève supra), qu'à l'expansion des aides sociales.

**Les écarts territoriaux restent toutefois très marqués.** Alors que l'indice de pauvreté monétaire est une fois et demi plus élevé dans les zones rurales que dans les centres urbains (42,5 % contre 28,6 % en 2024), les disparités de l'indice de pauvreté extrême sont encore plus fortes: 8,7% en milieu urbain contre 21,8% en zones rurales (deux fois et demi supérieur). Ainsi, la directrice du DANE, Piedad Urdinola, a rappelé que la pauvreté monétaire extrême est aujourd'hui plus élevée qu'à son niveau le plus bas, atteint en 2014-2015 (10,9 %, soit 4,8 millions de personnes et 1,1 million de Colombiens de moins qu'aujourd'hui). Ces écarts persistants de pauvreté témoignent d'inégalités d'accès à l'emploi, à l'éducation et aux services, appelant à renforcer les politiques ciblées de développement rural, d'infrastructures et de protection sociale.

**La Colombie atteint un record décennal de production de café en juillet 2025 et affirme sa place de 3<sup>e</sup> producteur mondial.**

**La production colombienne de café atteint en juillet 2025 son plus haut niveau en 10 ans, avec 1,37 M de sacs de 60 kg (+19% par rapport à juillet 2024).** Ce record de production en juillet s'explique par le décalage dans l'apparition de la récolte, causé par des conditions climatiques atypiques (pluies persistantes au cours du premier semestre). La production de café de ces douze derniers mois atteint ainsi 14,6 M de sacs, soit une hausse de 18 % en g.a.

**La croissance des exportations de café (+83 % en g.a. sur le S1 2025) renforce la place du café dans la structure exportatrice de la Colombie.** Selon la DANE, la bonne performance du café explique à près de 60 % la dynamique des

exportations agro-alimentaires du S1 2025 (+36,5 % en g.a.). La place du café dans les exportations totales a ainsi presque doublé (de 6 % à 11 % en g.a) alors que celle des combustibles est passée de 49 % à 39 % au S1 2025.

**Cependant, on peut s'attendre à ce que ce dynamisme ne dure pas :** la sortie des conditions climatiques atypiques devrait entraîner un recul de la production et, par ricochet, des exportations de café sur le reste de l'année. Par ailleurs, les prix mondiaux du café ont baissé en juillet 2025, avec notamment un repli à deux chiffres pour les variétés colombiennes, en raison d'une amélioration de l'offre mondiale et de la perspective d'un apaisement des tensions climatiques dans d'autres pays producteurs.

**Les exportations augmentent de 1,6 % en g.a. au S1 2025, portées par le secteur agro-alimentaire.**

Au premier semestre 2025, les exportations colombiennes ont atteint 24,4 Md\$, en croissance de 1,6 % par rapport au S1 2024. **Si le secteur agro-alimentaire présente un dynamisme significatif (+36,5 % en g.a, cf. brève supra), il peine à compenser la chute des exportations de combustibles (-18,6 % en g.a.)** – qui représentent près de 40 % des exportations totales du pays. En effet, les exportations de charbon, coke et briquettes ont chuté de 33 % g.a., de même que les exportations de pétrole ont baissé de 15 % g.a. Le dynamisme du secteur agro-alimentaire (31,3 % des exportations totales) est quant à lui principalement porté par les ventes de café (+83 % en g.a). Les exportations de produits manufacturés ont enregistré une hausse de 4,1 %, notamment soutenues par les exportations de produits chimiques (+7,2 %).

**Les Etats-Unis demeurent le principal client de la Colombie, avec 30,4 % de la valeur exportée au S1 2025.** Le Panama (7,3 %) les Pays-Bas (4,4 %) représentent respectivement les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> clients de la Colombie.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	2,4%	35,6%	1846
Change USD/COP	0,0%	0,8%	4049
Change EUR/COP	-0,1%	6,6%	4716
Prix du baril (Brent, USD)	0,9%	-16,2%	66,84

# Equateur

**Le président Noboa poursuit la réduction des subventions aux carburants.**

Le président équatorien Daniel Noboa a signé, le 11 août 2025, un décret modifiant la formule de calcul des prix de vente des essences *Extra* et *Ecopais* (équivalents des Sans Plomb 95 et 95-E5 en France, et carburants les plus utilisés dans le pays). Cette mesure s'ajoute au décret de juillet 2024 instaurant le système de « bandes » (+5 % maximum ou -10 % par mois) qui avait déjà permis une économie annuelle estimée à plus de 500 M\$. Avec le nouveau décret, les économies supplémentaires atteindraient plus de 400 M\$ par an, portant l'impact cumulé de la réduction des subventions sur ces carburants à plus de 900 M\$, et plus d'1 Md\$ en incluant les autres mesures.

**La nouvelle formule intègre désormais le coût du capital de Petroecuador (compagnie pétrolière publique) et modifie l'indexation de sa marge de profit** : initialement calculée sur le rendement des bons du Trésor étatsuniens ( $\approx 4,5\%$ ), elle est désormais basée sur celui de la dette intérieure équatorienne ( $\approx 6,9\%$ ). Le prix de l'essence a ainsi augmenté de 12 %, passant à 2,751 \$/gallon ( $\approx 0,73$  \$/litre). La subvention tombe à 0,025 \$/gallon ( $\approx 0,0066$  \$/litre).

**Le gouvernement justifie cette politique par la nécessité de réduire un soutien qui bénéficie surtout aux ménages les plus aisés**, de lutter contre le gaspillage, la corruption et la contrebande de carburants, et de favoriser la transition énergétique. L'Équateur traverse une grave crise budgétaire et applique depuis mai 2024 un programme du FMI, son deuxième en quatre ans.

# Guyana

**Arrivées touristiques en hausse de 18 % sur les sept premiers mois de 2025**

De janvier à juillet 2025, le Guyana a accueilli 242 655 visiteurs, soit 18 % de plus qu'à la même période en 2024. Les principaux marchés émetteurs sont les États-Unis (100 331 visiteurs), la Caraïbe (76 247), le Canada (17 783) et l'Europe (14 079). Selon le Département de l'Information publique, cette progression s'explique par une meilleure connectivité aérienne, un retour marqué de la diaspora, des événements culturels et sportifs, ainsi qu'une offre touristique élargie. Ces dernières années, le pays a vu l'arrivée de compagnies comme *Sky Cana*, *British Airways*, *JetBlue*, *Fly Always*, *Suriname Airways* et *KLM*.

**L'hébergement suit la tendance** : l'ouverture en 2024 d'*Aiden by Best Western* et du *Royal Hotel* a ajouté 400 chambres, tandis que d'autres projets, dont le *Sheraton Four Points*, sont en cours. Soutenu par des investissements publics, le Guyana renforce ainsi son attractivité et sa capacité d'accueil.

# Pérou

**Forte appréciation du Sol Péruvien (PEN) vis-à-vis du Dollar Étatsunien (USD), à son meilleur niveau depuis 09/2020**

Selon les données de la Banque Centrale (BCRP), la devise étatsunienne a accumulé une baisse de 6,3 % vis-à-vis du PEN depuis le début de l'année, et un recul de 5,4 % sur 12 derniers mois. Le Dollar étasunien a ainsi atteint 3,525 PEN, soit le meilleur niveau du PEN enregistré depuis septembre 2020. Selon les spécialistes, la chute du Dollar est globale, et s'explique des aspects propres à la situation politique et économique aux États-Unis.

**Le Pérou en tête des investissements directs étrangers (IDE) dans la région en 2024.**

Selon le rapport de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) sur les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) de 2025, le Pérou a

enregistré en 2024 la plus forte croissance des IDE dans la région. L'augmentation annuelle a été de 56,7%, dépassant largement la moyenne régionale de 7,1 % et des économies comme le Mexique (+47,9 %) et le Brésil (13,8 %). Le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a indiqué que la croissance des IDE s'explique principalement par une augmentation de 43 % des apports en capital, qui ont atteint 6,8 Md\$, plaçant le Pérou au 7<sup>e</sup> rang des pays bénéficiaires d'IDE dans la région, soit deux places de plus que l'année précédente. L'entité a réaffirmé son engagement à promouvoir un portefeuille diversifié de projets à long terme, axés sur la croissance économique et la durabilité.

### **Le Pérou se tourne vers l'Asie et développe des accords de libre-échange.**

**Les gouvernements du Pérou et de l'Indonésie ont signé l'Accord Intégral de Partenariat Économique (CEPA)**, qui permettra d'élargir les relations commerciales entre les deux pays. L'un des principaux avantages de cet accord est que 56 % des produits péruviens entreront (dans un premier temps) en Indonésie sans droits de douane, notamment le cacao, les myrtilles, les avocats, le café, les mangues et le zinc. Cet accord est le fruit de réunions de haut niveau qui se sont tenues dans le cadre du Forum de Coopération Économique Asie-Pacifique (APEC) en novembre 2024. Selon les informations fournies par le Ministère du Commerce Extérieur du Pérou (Mincetur), **l'Indonésie se classe au 8<sup>e</sup> rang des partenaires commerciaux du Pérou en Asie**, avec des échanges bilatéraux qui ont atteint 646 M USD en 2024, et en augmentation de 25,5 % par rapport à 2023. Parallèlement, **le Pérou et la Thaïlande avancent dans les négociations visant à établir un accord de libre-échange (ALE).** Selon le Mincetur, la valeur des échanges bilatéraux en 2024 a atteint 625 M USD, soit une augmentation de +9,8 % par rapport à l'année précédente. En outre, **le Pérou a été choisi pour présider le Comité du Commerce et de l'Investissement (CTI) de l'APEC pour la période 2026-2027.** Au cours de sa présidence, le Pérou orientera les discussions vers des thèmes prioritaires pour la région et poursuivra la mise en œuvre de la « Déclaration d'Ichma sur une nouvelle vision de l'agenda de la zone de libre-échange Asie-Pacifique ».

## **Suriname**

### **Lors de sa rencontre avec la nouvelle Présidente du Suriname et la Ministre des Finances, le Président de la BID déclare allouer 1 Md\$ au Suriname.**

Lors de sa visite le 12 août, **Ilan Goldfajn, Président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a déclaré mobiliser 1 Md\$ au Suriname sur les prochaines années, via ses programmes phares tels que ONE Caribbean, South Connection et Amazonia Forever, et de poursuivre la réhabilitation urbaine de la capitale, Paramaribo, en lien avec l'Union européenne.** Des partenariats avec les Pays-Bas, et les pays du Golfe visent à connecter le Suriname aux marchés régionaux et mondiaux, accélérer la transition énergétique et développer les infrastructures numériques.

Le président de la BID a rencontré la nouvelle Présidente, Jennifer Geerlings-Simons, première femme présidente du Suriname, ainsi que la Ministre des Finances et de la Planification, Adélien Wijnerman. Les discussions ont porté sur la stabilité macroéconomique, la diversification des sources de revenus, l'accès au financement, la transition énergétique, l'intégration régionale ou encore le renforcement de la protection sociale.

Cette rencontre coïncide avec l'arrivée imminente de la production pétrolière, offrant au pays une opportunité unique de poser les fondations d'une forte croissance et portée sur le secteur privé. En effet, TotalEnergies et APA Corporation ont annoncé un investissement de 10,5 Md\$ dans le projet offshore GranMorgu, estimé à 760 millions de barils de pétrole.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
<b>Bolivie</b>	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
<b>Colombie</b>	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
<b>Equateur</b>	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
<b>Guyana</b>	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
<b>Pérou</b>	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
<b>Suriname</b>	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
<b>Venezuela</b>	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
<b>Argentine</b>	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
<b>Brésil</b>	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
<b>Chili</b>	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
<b>Mexique</b>	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Victoria SEIGNEZ, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Xavier FOUVET

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)